

Envoyer un message d'espoir

Les élections présidentielles et législatives de 2022 dominent d'ores et déjà le paysage politique. C'est regrettable mais ce calendrier s'impose à nous. Comment aborder ces échéances ? Pour en avoir une idée, nous avons deux questions à nous poser. Pensons-nous qu'il soit possible de déjouer le duo Macron/Le Pen en 2022. Et pensons-nous possible de qualifier une ou un candidat de la gauche porteuse d'un projet de rupture écologique et sociale pour le second tour de la présidentielle ?

Des camarades répondent d'ores et déjà non, à l'une comme à l'autre de ces questions. Ils tirent de ce diagnostic dans lequel on ne peut pas ne pas voir une forme de défaitisme, la justification d'une candidature issue du parti communiste. Au fond ils disent, « *foutu pour foutu, au moins on profitera un peu de la lumière et des cameras pour exister* ».

Le plus souvent, ils puisent la légitimité de ce choix d'une candidature communiste, dans leur lecture de la résolution adoptée au dernier congrès et qui indiquait : « *Le parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022* ». Cette phrase suggère pourtant clairement qu'il faille tenir compte d'une situation politique concrète : celle d'aujourd'hui.

Éclaircir ce que nous avons collectivement et contradictoirement exprimé lors du dernier congrès n'est pas l'objet de la conférence nationale et de la consultation des communistes qui va suivre. Pourtant, certains des paradoxes de celui-ci font logiquement surface et nous devons nous y frotter.

Notamment, comment cultiver l'originalité du parti des communistes tout en faisant de l'élection présidentielle, l'alpha et l'oméga de notre stratégie pour regagner en influence ? Croyons-nous sincèrement que c'est la meilleure occasion, et surtout la meilleure méthode pour y parvenir ?

Nous avons déjà vu les résultats de cette logique aux européennes. 2,5 %. Plus aucun élu. A la présidentielle, ce ne sera pas la même histoire. Le talent de notre tête de liste d'alors, ou d'un autre, aura encore plus de mal à s'exprimer car les français ne s'emparent pas du scrutin de la présidentielle de la même manière. La seule chose qui comptera pour les électeurs de gauche dans leur vote de premier tour, c'est de choisir celui ou celle qui portant un cap qui leur convient, sera en mesure de se qualifier face à Le Pen ou à Macron.

Or rien ne montre que des bouleversements si considérables soient en cours dans la société française, sur la perception qu'ils ont du communisme et de notre organisation, permettant tout à coup de porter un candidat communiste au second tour de cette élection, exploit auquel il n'est jamais parvenu, même lorsqu'il disposait d'une influence bien plus considérable dans la société.

Pour dire les choses encore plus simplement : est-il envisageable de concourir à une élection sans la moindre chance de succès comme en convient lui-même Fabien Roussel dans l'Humanité du 8 février¹ ? Si l'argument avancé est celui de faire avancer des idées, la conséquence directe d'une telle démarche, sera également de faire échouer toute possibilité de qualification d'un candidat de la gauche de transformation.

¹ Gauche. Face aux pièges du 21 avril, chacun sa route pour 2022 - <https://www.humanite.fr/gauche-face-aux-pieges-du-21-avril-chacun-sa-route-pour-2022-699799>

Certes, rien ne montre non plus qu'une telle qualification soit acquise pour aucun des candidats de gauche, aujourd'hui testés par les instituts de sondage.

En outre, une candidature unique à gauche, à supposer qu'elle soit à portée de main, pourrait par ailleurs apparaître réductrice et démobilisatrice, surtout si dans cette recherche d'unité, nous imaginions nous donner plus de chance de l'emporter en nous rangeant derrière le ou la moins disant-e programmatique.

Pour autant, la multiplication excessive des candidatures à laquelle nous assistons est un handicap évident.

Quel message enverrions-nous en nous entêtant dans ce choix de la division ? Premièrement, que nous avons renoncé à un possible changement de pouvoir. Deuxièmement, que nous cédon au Rassemblement national le rôle de porter le drapeau de l'alternative. Et, par conséquent, que nous confions à Emmanuel Macron le soin de nous en préserver.

Alors que ce dernier est toujours moins un rempart et toujours plus un marche-pied pour les Le Pen, nous ne pouvons pas ne pas prendre au sérieux, ni le sondage qui récemment, et pour la première fois dans notre pays, a placé au second tour de l'élection présidentielle, l'extrême-droite au coude à coude avec le candidat du camp réputé « républicain », ni l'urgence extrême des défis environnementaux, économiques et sociaux ... et même démocratiques.

Un de mes amis et camarade me disait récemment son inquiétude : « *2022, dernière station avant...* ». Avant quoi... ? Il évitait de conclure et de mettre en mot ses craintes. Je le fais pour lui. Pouvons-nous nous payer le luxe de ne rien tenter pour que le paquebot-monde infléchisse en urgence sa course le plus nettement possible, en attendant qu'un jour ou l'autre, le Parti communiste français « se refasse » ?

Quelle terrible responsabilité nous prendrions alors. Celles et ceux qui pensent encore, à gauche, que le PCF sert à quelque chose, auraient alors de sérieuses raisons de se détourner complètement de nous. Toutes les forces qui feront ce choix solitaire seront durement sanctionnées. Il faut donc faire un autre pari. C'est notre responsabilité si nous pensons qu'une révolte électorale peut venir à bout du duo Macron / Le Pen.

L'opportunité existe bel et bien. Le capitalisme a rarement fait la démonstration la plus éclatante de sa nocivité. L'idée qu'il faille changer radicalement de cap progresse à grands pas dans les consciences. Souvenons-nous que lors du premier confinement, alors que le pays entrainait, plein de graves incertitudes, dans la crise du Covid, pendant quelques semaines, ce ne sont pas les discours des collapsologues qui dominèrent, mais la capacité de notre peuple à se projeter dans un « au-delà » du Covid, dans un « après » différent, dans un avenir meilleur.

Et si l'espoir qui n'est jamais très loin, s'absente, l'esprit de résistance demeure. Notre peuple a subi dix années de social libéralisme mais pourtant, il ne se soumet pas. Je pense aux « Gilets jaunes », au mouvement contre les retraites, aux marches climats, aux luttes nombreuses pour l'emploi, contre le racisme, aux Metoo, aux mobilisations contre les violences policières, pour les libertés. Il se rebiffe malgré un glissement autoritaire de notre régime politique de plus en plus flagrant et inquiétant.

Nous n'avons pas d'autres responsabilités que de desserrer cet étau et de bâtir autour d'un projet de rupture économique, sociale et écologique, profondément nourri des idées communistes, un rassemblement à vocation majoritaire. Et c'est d'œuvrer au rassemblement des forces politiques et

citoyennes qui pourraient en être porteuses. C'est la condition pour briser la mécanique de l'abstention populaire. Ainsi, nous serons pleinement communistes. Ainsi nous serons utile à notre peuple.

Envoyons ce signal d'espoir. Ouvrons publiquement des discussions sur le programme, à partir de quelques propositions fortes, de ruptures et qui nous permettent de relever les défis qui sont devant nous. Et, l'une échéance ne pouvant pas aller sans l'autre, bâtissons un accord portant à la fois sur la candidature à l'élection présidentielle et une dynamique commune pour les législatives.

Qui peut croire que c'est dans une logique de rapport de forces, tentant maladroitement de tirer profit en quelque sorte de notre capacité de nuisance, ou de notre « trésor » de parrainages pour la présidentielle que nous ferons l'éclatante démonstration de notre utilité ?

Souvenons-nous au contraire que c'est toujours lorsque le PCF a su s'ouvrir et créer les conditions du rassemblement de la diversité (le Front populaire, le programme du CNR, le programme commun, le Front de gauche), qu'il a permis des avancées sinon des victoires, et qu'il a pu rayonner et regagner en influence.